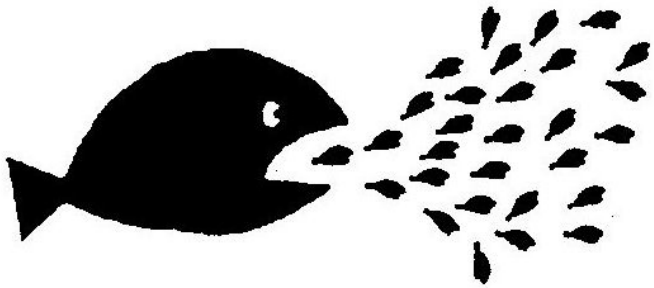
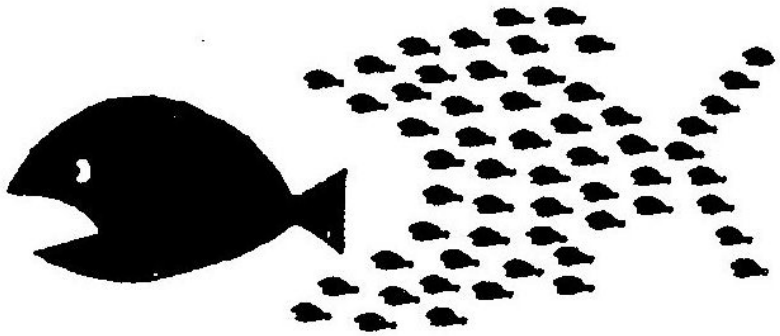
AVEC LA C.N.T. :



S'UNIR POUR



RESISTER !

PRIX :

IMPRIMERIE C.N.T.

CNT AIT

QUELQUES REMARQUES SUR LE PRESENT ET L'AVENIR.

MOUVEMENTS SOCIAUX ET SUBVENTIONS : LES BOURSES DU TRAVAIL.

ARGENTINE :

ANARCHISME OUVRIER CONTRE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE.

1919 : LA SEMAINE TRAGIQUE.

TEXTES TIRES DE "L'AFFRANCHI", JOURNAL DES "AMIS DE L'AIT EN SUISSE".

LES CAHIERS DE L'ANARCHOSYNDICALISME
VOLUME N°23

ET APRES ?

Dans les années qui suivent l'influence de la FORA va rester importante, ses militants seront encore à l'initiative de très nombreuses luttes et victimes de terribles persécutions qu'il serait fastidieux d'énumérer. C'est en 1930, avec l'instauration d'une dictature militaire, que commencera son véritable déclin. Pourtant, la FORA sera encore à l'initiative de luttes ouvrières dans le courant des années 50. Actuellement, cette organisation existe toujours bien que ses animateurs soient surtout des vétérans.

Au début du siècle et jusque dans les années 20, le mouvement libertaire argentin a soutenu financièrement la presse anarchiste européenne. Sans le marché argentin, la littérature anarchiste italienne et espagnole n'aurait pas connu l'essor qui fut alors le sien. La FORA a adhéré à notre internationale, l'AIT, depuis sa constitution en 1922. Longtemps elle a été (avec la CNT espagnole) la plus puissante de nos sections. Son expérience et ses idées mériteraient d'être mieux connues. J'ai découvert, par exemple, que la FORA a toujours refusé les principes du syndicalisme révolutionnaire qui sont largement admis au sein de l'AIT, et ceci non seulement par rejet de la neutralité idéologique. La FORA rejetait l'idée que les syndicats, même anarchistes, préfigurent la société future. Pour ses militants, les organisations ouvrières n'étaient que le produit des problèmes créés par la société capitaliste. Comme bakouninistes, ils préconisaient la destruction du système actuel pour construire une société sur des bases entièrement nouvelles. Ce débat, ainsi que d'autres sujets développés par la FORA, mériteraient d'être mieux connus. Ce sera le thème d'un prochain article. ❐

BIBLIOGRAPHIE

FERNANDEZ, Serafin. *Recuerdos de la vida pampeta (La semana trágica de enero de 1919).* Paris, Umbral, 1962, 32 p.

ILDEFONSO, «Notes brèves sur le mouvement ouvrier anarchiste en Argentine». Paris, *Contre-courant n°58*, mars 1955, pp. 173-180.

LOPEZ, Antonio. *La FORA en el movimiento obrero.* Centro editor de America latina, Buenos Aires, 1987, 2 vol., 215 p.

LOPEZ ARANGO, E. & SANTILLAN, D. A. de. *El anarquismo en el movimiento obrero.* Cosmos, Barcelone, 1925, 201 p.

NIDO, Enrique. *Informe general del movimiento anarquista de la Argentina.* Ed. FORA, 1991, 20 p. (1ère éd. 1922).

LES ARTICLES "QUELQUES REMARQUES SUR LE PRESENT ET L'AVENIR" ET "MOUVEMENTS SOCIAUX ET SUBVENTIONS : LES BOURSES DU TRAVAIL" SONT TIRES DE "L'AFFRANCHI" N°6 JUILLET-AOUT 1993.

L'ARTICLE "ARGENTINE 1919 : LA SEMAINE TRAGIQUE" EST TIRE DE "L'AFFRANCHI" N°7 DECEMBRE 1993

L'ARTICLE "LA FORA : ANARCHISME CONTRE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE" EST TIRE DE "L'AFFRANCHI" N°9 OCTOBRE-NOVEMBRE 1994

Quelques remarques sur

Les amis de l'A.I.T.

Se revendiquer de l'anarcho-syndicalisme n'est pas chose évidente par les temps qui courent. Peut-être faut-il commencer par définir ce que nous entendons par là. La référence à l'anarchie repose sur l'idée qu'une société vraiment libre ne peut être qu'une société d'hommes libres, sans exploiteurs, sans dirigeants, une société autogérée. La référence au syndicalisme est à mettre en rapport avec une tradition, celle du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle. Nous n'allons pas faire un cours d'histoire; disons simplement que, puisque ce sont les travailleurs qui font fonctionner la machine capitaliste, nous acceptons l'hypothèse suivant laquelle ils pourraient aussi l'arrêter et la transformer. Nous restons partisans de l'idée qu'une grève générale internationale pourrait venir à bout de ce système. Cette conviction est bien sûr théorique. Si les travailleurs voulaient changer la société, ils le pourraient sans doute. Tout le problème est de reconstruire cette volonté.

Pour nous un véritable syndicat, comme d'autres organisations directement utiles aux exploités (comités de base, de quartiers, de chômeurs...), peut être l'endroit où ceux qui sont journellement exploités apprennent à se prendre en charge, à s'organiser, à lutter. Par anarcho-syndicalisme nous entendons un anarchisme social, une forme de résistance, un type d'organisation qui n'existe plus en Suisse. Nous nous différencions donc de certains anarchistes qui pensent qu'il est suffisant de propager des idées par l'écrit, par la parole, ou par des actions exemplaires. Nous ne voulons pas éduquer le peuple, nous voulons qu'il s'éduque lui-même.

L'ACTION NE SE SUFFIT PAS À ELLE-MEME

D'autre part et contrairement à une idée assez répandue, nous ne pensons pas que l'action se suffise à elle-même. Nous nous inscrivons en faux vis-à-vis de toute une tradition qui voudrait que les travailleurs aient les mêmes intérêts, et que les revendications des uns soient favorables aux intérêts des autres. Le capitalisme n'est pas seulement un système de concurrence entre les patrons, il est souvent aussi un système qui produit de la concurrence entre les travailleurs. Nous ne pensons pas que la lutte des classe soit une évidence, un fait de nature. Il ne faut pas négliger le fait que le salarié est aussi consommateur. L'intérêt immédiat, purement matériel, du salarié-consommateur est d'avoir un bon salaire, mais il peut aussi considérer qu'il est préférable que les autres travailleurs, dont il consomme les biens et utilise les services, soient mal payés. Le corporatisme a une base objective. Nous allons prendre un exemple français pour illustrer ce que nous venons de dire, ce cas est bien sûr extensible aux autres

le présent et l'avenir

pays occidentaux. On a vu dernièrement défiler dans les rues de Paris des ouvrier(ère)s du textile qui protestaient, coude à coude avec leurs patrons, contre les importations de vêtements du sud-est asiatique. On peut toujours expliquer à ces travailleur(euse)s que si leurs collègues du Tiers-Monde étaient payé(e)s au même tarif qu'en France la concurrence serait moins rude; mais il est bien plus simple (et réaliste) pour eux (elles) d'exiger la fermeture de la frontière aux importations. Si l'on poursuit avec cet exemple, on peut aussi affirmer que contrairement aux ouvrier(ère)s du textile, les autres travailleurs français peuvent se dire qu'ils ont tout intérêt à ce que les ouvrier(ères)s du sud-est asiatique soient très mal payé(e)s, cet état de fait leur permettant de remplir leurs armoires de fringues bon marché... On pourrait faire des démonstrations du même style sur les intérêts divergents des fonctionnaires et des contribuables, des paysans et des ouvriers, etc.

Tout cela pour dire que contrairement à ce que l'on a souvent cru, le slogan «prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» ne correspond pas à une nécessité objective, mais doit être compris comme une volonté qui transcende les intérêts immédiats des prolétaires. La solidarité entre les exploités de tous les pays et de tous les secteurs ne peut exister qu'en référence à un idéal, à un projet de société, basé sur d'autres principes et d'autres valeurs que la lutte immédiate pour l'amélioration des conditions matérielles.

QUELLE UTOPIE ?

La tradition socialiste a souvent refusé de décrire, ou tout au moins d'entrer dans les détails de ce à quoi pourrait ressembler la société qu'elle appelait de ses vœux. Nous pensons qu'il faut aborder cette question. Nous croyons qu'il est nécessaire de construire une utopie concrète, crédible. Il faut mettre en évidence les problèmes qui se posent lorsque l'on envisage une humanité où aurait disparu l'exploitation de l'homme par l'homme. Cette tentative peut paraître à certains comme complètement absurde, mais nous pensons que la crise que connaît le mouvement ouvrier aujourd'hui est liée à la disparition de ce projet, qu'il s'appelle socialisme, communisme, collectivisme ou anarchie.

A l'origine de ce projet il y avait une exigence qui est toujours la nôtre, c'est celle de l'égalité. L'égalité est un principe qui fait son chemin dans la culture occidentale depuis la révolution française. Actuellement on parle d'égalité des chances, ce qui signifie que chacun devrait avoir la même "chance" de surpasser et dominer les autres... L'idée d'égalité est ainsi complètement dévoyée. Pourtant "à gauche" on marche à fond là-dedans. On lutte pour qu'il y ait autant de femmes que d'hommes aux postes dirigeants, pour qu'un nombre convenable de fil(le)s d'ouvriers arrivent à l'université... Nous, nous concevons l'égalité dans son sens littéral. C'est-à-dire : égalité des revenus quelles que soient les tâches accomplies, la profession exercée, et non une pseudo-égalité des chances qui ne favorise que quelques privilégié(e)s.

LE PRODUCTIVISME : REMEDE À TOUS LES MAUX ?

Les théories économiques modernes partent du postulat que seule une augmentation de la production industrielle peut améliorer les conditions de vie de la majorité. Les libéraux prétendent que seules les sociétés très riches voient diminuer les inégalités. Les socialistes pensent

lièrement aux juifs... Les affrontements entre ces fascistes et les militants de la FORA font de nombreux morts. Pour plusieurs années, le mouvement va être notablement affaibli, même si *La Protesta* redevient quotidienne à partir de 1913.

DE LA CORA À LA FORA RÉFORMISTE

En 1909, l'UGT avait, une fois encore, tenté de réaliser l'unité avec la FORA. Un congrès d'unification eut lieu, mais les organisations regroupées au sein de la FORA refusèrent de renoncer à leurs principes anarchistes. La fusion ne se réalisa donc pas. Cependant l'UGT parvint à gagner quelques syndicats indépendants. Ce fut pour l'UGT l'occasion de changer son nom pour une appellation à la résonance plus "sympathique" : Confédération ouvrière de la région argentine (CORA).

Après les événements de 1910, un climat de terreur régne parmi les travailleurs et nombre d'entre-eux sont tentés de rejoindre les rangs de la centrale modérée CORA. La tactique de la CORA, qui remplace les grèves par le recours aux tribunaux arbitraux, à pour conséquence de notables baisses de salaires. Et cela au moment où la spéculation, entraînée par la première guerre mondiale, va faire tripler les prix.

Mais malgré ses efforts, la CORA ne parvient pas vraiment à séduire les ouvriers. C'est alors qu'en 1914, ses dirigeants ont une idée géniale, ils décident d'autodissoudre leur organisation et de rejoindre les rangs de la FORA. En 1915 un neuvième congrès de la FORA est organisé à l'initiative des nouveaux adhérents provenant de la CORA. Ceux-ci parviennent a faire supprimer, par un vote majoritaire, la finalité anarchiste du programme de la FORA. Cependant les anarchistes, mis en minorité à cette occasion, se ressaisissent et réorganisent leur FORA. En fait, on en revient rapidement à la situation antérieure, sauf que les réformistes estiment alors avoir le droit de se réclamer du nom prestigieux de FORA. L'ancienne UGT, puis CORA, sera durant quelques années appelée FORA neuvième congrès, pour devenir finalement CGT...

LA SEMAINE TRAGIQUE

En 1916 des élections présidentielles entraînent la victoire du parti radical qui avait promis de rétablir les garanties constitutionnelles et d'abolir les lois d'exception. Dans les faits ces promesses ne sont que partiellement tenues. Les lois d'exception ne sont pas supprimées, mais elles sont appliquées avec moins de vigueur et des centaines d'anarchistes emprisonnés sont relâchés. La révolution russe et la fin de la guerre en 1918, ouvrent une nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier argentin, dans lequel la voix anarchiste se fait entendre plus que toute autre. La diffusion des journaux est décuplée, les publications anarchistes inondent le pays. Les patrons qui ont réalisé de juteux bénéfices pendant la guerre sont contraints d'accorder de notables améliorations aux ouvriers du fait des luttes. La semaine tragique de janvier 1919, à Buenos Aires débute par la répression d'une grève organisée par la société de résistance des ouvriers sur métaux de la FORA. Les forces armées, qui encadrent des briseurs de grèves venus d'Europe, tirent sur les grévistes faisant quatre morts et quarante blessés. L'émotion est intense. La FORA appelle à la grève générale. Dans la semaine qui suit, en particulier à l'occasion de l'enterrement des ouvriers tués, on assiste à une insurrection populaire spontanée qui est noyée dans le sang. Il y aura des centaines de morts, des milliers de blessés, des dizaines de milliers d'arrestations. Au sein de la FORA, les militants sont divisés. Les peintres, les boulangers et d'autres appellent à la révolution sociale, alors que certains pensent qu'une telle tentative est prématurée et qu'en cas de succès la réaction internationale ne manquerait pas d'écraser le pays. Cette polémique va freiner le mouvement, d'autant que les patrons, affolés par la menace révolutionnaire, accordent immédiatement toutes leurs revendications aux ouvriers en grève.

1902, de la loi de résidence qui permet l'arrestation et l'expulsion des étrangers menaçant l'ordre public; celle-ci constitue une arme contre bon nombre de militants anarchistes, qui sont arrêtés et expulsés. Dans les années qui suivent plusieurs grèves générales tenteront de faire abroger cette loi.

Je pense qu'il est difficile d'imaginer aujourd'hui la violence des luttes qui avaient lieu alors. Les grèves, comme les manifestations, étaient régulièrement dispersées par les coups de feu de la police. Pourtant, malgré ça, le mouvement libertaire s'incruste et se développe. En 1907, un correspondant de la presse anarchiste européenne fait la remarque suivante : «on peut dire que le mouvement anarchiste argentin

est unique dans le monde, du fait qu'ici les ouvriers sont presque tous anarchistes».

En effet, la centrale syndicale UGT ne parvient pas à se développer et ses dirigeants manifestent à plusieurs reprises la volonté de rejoindre les rangs de la FORA. Ils y renoncent finalement, ne pouvant admettre la résolution adoptée par la FORA lors de son cinquième congrès en 1905, qui recommandait à tous ses adhérants de propager, auprès des ouvriers, les «principes économiques et philosophiques du communisme anarchiste».

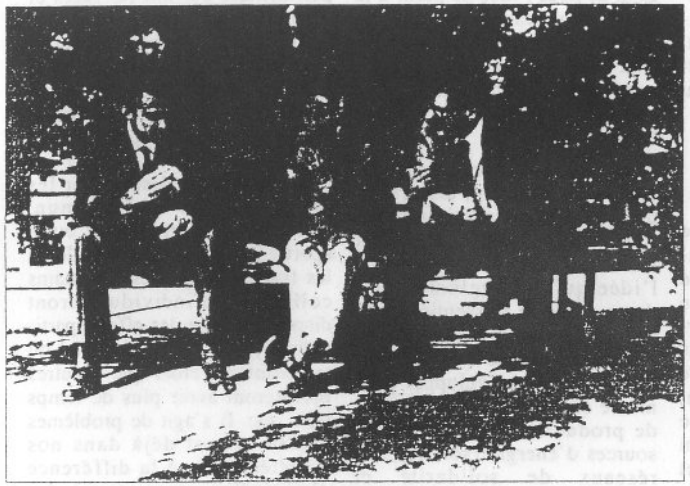
Pour ce qui est des revendications "syndicales" je relèverais qu'en 1906 la FORA avait adopté, dans son congrès, le principe de lutter pour la conquête de la journée de 6 heures de travail !

1909 - 1910

Comme de coutume le premier mai, à Buenos Aires, deux manifestations distinctes étaient organisée. L'une par le parti socialiste et l'UGT, l'autre par la FORA. En 1909, le pouvoir manifeste clairement sa préférence pour l'une des tendances du mouvement ouvrier en faisant charger, par la police, le meeting organisé par la FORA. Il y a huit morts et plus d'une centaine de blessés. Suite à ce crime, la FORA, mais aussi l'UGT et les société ouvrières autonomes, lancent un mot d'ordre de grève générale. Celle-ci dure une semaine. Le gouvernement cède en concédant la réouverture des locaux ouvriers et la libération des personnes arrêtées durant les événements.

Le 14 novembre de la même année, un jeune anarchiste russe du nom de Radowitzky abat le chef de la police (le colonel Falcón) responsable de la tuerie du premier mai. Le geste de Radowitzky provoque un large mouvement de sympathie parmi les ouvriers, mais est aussi le prélude d'une répression sans précédent. L'imprimerie de *La Protesta* est détruite, les locaux ouvriers subissent un sort semblable. Des milliers de personnes sont arrêtées, torturées, emprisonnées ou déportées vers la Terre de feu. De nombreux étrangers sont expulsés. L'état de siège est proclamé. Il va durer jusqu'en janvier 1910. Dès qu'il est levé, *La Protesta* réapparaît. Les persécutions ne parviennent pas à contenir la croissance de la FORA qui fait paraître un second quotidien, du soir celui-ci : *La Batalla*.

Le 25 mai 1910, doit avoir lieu la commémoration du premier centenaire de l'Etat argentin. Le mouvement ouvrier y voit une occasion d'exiger la suppression des lois d'exception et la libération de tous les prisonniers politiques. Une grève générale est prévue pour le 18 mai. Pour faire avorter la protestation ouvrière, le gouvernement déclare l'état de siège le 14 mai et fait arrêter les rédacteurs de *La Protesta* et de *La Batalla*, ainsi que les responsables syndicaux. Parallèlement à ces détentions massives, des bandes de jeunes bourgeois nationalistes incendient les locaux des organisations et des journaux ouvriers (y compris celui de *La Vanguardia*, l'organe officiel du parti socialiste) aux cris de «à mort l'anarchisme, à mort les ouvriers !». Ils sèment la terreur dans les quartiers populaires en s'attaquant tout particu-



depuis toujours que l'on peut partager la richesse, mais pas la pauvreté. La téléologie marxiste a diffusé l'idée que la société, une fois délivrée du capitalisme, connaîtrait l'abondance et serait libérée de tous ses maux. Souvent, au sein même du mouvement libertaire, on a cru que la science et la technique pourraient répondre à tous les besoins de l'humanité, et qu'une révolution décuplerait les capacités de production de la société. Le moment est venu, nous semble-t-il, de remettre en cause ces prévisions optimistes; ne serait-ce que parce que les besoins des hommes peuvent être illimités, surtout quand on les stimule en permanence comme le fait le capitalisme.

Et puis le développement industriel a des limites. Nous savons que si, par exemple, les Chinois et les Indiens parvenaient à avoir une voiture pour deux personnes en moyenne, comme en Suisse, nous cesserions immédiatement de voir le soleil tant la pollution serait importante. Alors si nous voulons l'égalité et continuer de voir le soleil, il faudra probablement que nous, occidentaux, renoncions à posséder des voitures, ou en tout cas des véhicules polluants. Ceci pour dire que contrairement à ce que croient encore les marxistes, ce n'est pas le développement industriel capitaliste qui va engendrer les conditions nécessaires à la société sans classes.

DES INDIVIDUS AUTONOMES

C'est là que la composante libertaire de notre projet prend toute son importance. L'exigence de liberté qui est la nôtre ne signifie pas le droit de satisfaire toutes ses pulsions, mais la capacité pour chacun de nous de dominer son existence, de maîtriser sa vie. Or qu'en est-il aujourd'hui ? Quand on a du travail, on exécute ce que l'on nous demande, même si cette activité est inutile ou néfaste. Le travailleur fait ce qu'on lui dit et consomme ce qu'il trouve dans les temples modernes que sont les supermarchés. D'autre part la rationalisation capitaliste engendre un chômage de plus en plus massif, marginalisant et privant de dignité de plus en plus de gens.

L'observation des pays de l'ancien bloc de l'Est a montré qu'une société entièrement planifiée ne peut être que totalitaire. Comme le prévoyait déjà Malatesta en 1907, un gouvernement, un parti, prétendant contrôler l'ensemble de la production et de l'administration ne peut engendrer qu'un système encore plus irrationnel que le système libéral. Ne serait-ce que parce que la possibilité de prendre des initiatives est limitée à un groupe encore plus restreint que dans un régime capitaliste.

Le système libéral offre à chacun, en théorie, la liberté d'entreprendre. En pratique seuls ceux qui possèdent de l'argent, du pouvoir, des relations y parviennent. Seule une petite minorité de politiciens, de patrons et de gestionnaires décident de l'avenir de tous. La société se prive ainsi des capacités et de l'enthousiasme de la majorité, qui est exploitée, brimée ou marginalisée.

L'erreur du socialisme autoritaire, tant dans son expression sociale-démocrate que dans son expression léniniste, a été de partir de l'ensemble de la société alors qu'il aurait fallu partir aussi de l'individu. Quand les individus pourrons "planifier" leur existence personnelle, une société juste sera possible.

Ce concept d'individu autonome est très important, il a des implications pour les activités quotidiennes et les luttes d'aujourd'hui. Au moment d'évaluer un mouvement, il faut se dire que seules les pratiques où tous les participants se prennent en charge et s'impliquent personnellement, sont constructives. Les organisations dans lesquelles il y a un ou deux bergers et une masse de moutons ne vont pas dans le sens de l'émancipation. C'est pourquoi les organisations que nous souhaitons développer ne devrons pas avoir de permanent payé. Un syndicat constitué d'adhérents passifs qui pensent qu'en

échange d'une cotisation ils bénéficieront de certaines prestations est pour nous sans intérêt. La lutte contre le pouvoir se vit au quotidien, et en premier lieu au sein de nos organisations.

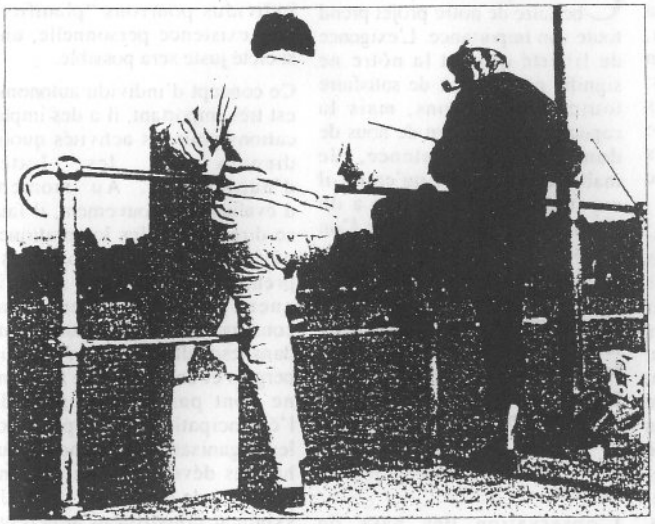
LA COMMUNE

Un autre principe de notre utopie concrète qui a des implications aujourd'hui est le concept de commune. Le système fédéraliste que les anarchistes appellent de leurs vœux ne s'appuie pas sur l'idée de nation, de région ou de canton, mais en priorité sur celle de commune. Idéalement on imagine que ce sont les villes et les villages qui constitueront la base du système fédéraliste anarchiste. Nous pensons que l'actualité devrait nous amener à renouveler et à approfondir cette approche. A l'heure où Serbie, Croatie, Bosnie... riment avec massacres, viols et purification ethnique, l'image de la ville martyre de Sarayevo où résiste une population multi-ethnique devrait faire réfléchir.

Loin de nous l'idée de partir à la conquête du monde à partir du conseil communal de telle ou telle localité, nous nous situons au niveau de l'utopie, mais nous sommes quand même "réalistes" !

Si l'on souhaite que les rapports marchands, l'argent, disparaisse un jour et que l'administration soit simple et réduite, pour éviter la bureaucratie, il faut partir de l'idée qu'une agglomération devra produire l'essentiel de ce dont elle a besoin. Nous n'entrons pas dans les détails des technologies à développer pour mettre en place de petites unités de production, des nouvelles sources d'énergie (solaire), des réseaux de solidarité et d'échange à développer avec des localités agricoles environnantes ou plus lointaines... Il y a là de quoi faire réfléchir ingénieurs et autres techniciens, géographes, urbanistes, sociologues etc. (avis aux amateurs).

De toute manière il faut partir de l'idée que dans une société anarchiste il n'y aura pas qu'un seul modèle, mais que différentes formes d'organisation seront expérimentées suivant les idées et les traditions locales. Peut-être faut-il dire ici que nous ne partageons pas le fantasme d'une société homogène et sans conflits. Des divergences existeront évidemment (comme elles existent aujourd'hui chez les anarcho-syndicalistes) sur les choix à faire en commun. Faudra-t-il favoriser l'art ou le sport ? La recherche médicale ou les transports publics ? Certains collectifs ou individus seront disposés a faire des efforts particuliers pour bénéficier de tel ou tel avantage, alors que d'autres préféreront avoir plus de temps libre, etc. Il s'agit de problèmes qui se posent déjà dans nos sociétés, mais à la différence d'aujourd'hui, ce ne seront plus des critères marchands qui présideront à ces choix, mais des préférences motivées par le respect de l'individu et l'environnement, les ressources disponibles, les penchants et les envies des personnes.



LA VILLE : UN LIEU DE RÉSISTANCE

La principale leçon que nous pouvons tirer aujourd'hui du postulat communaliste, c'est que la ville doit devenir à la fois un lieu de vie, de travail, de création et de loisir. En devenant un lieu de résistance, la ville redeviendra peu à peu un lieu vivable, où l'on aura envie de faire de choses, et non un endroit que l'on essaie de fuir dès que l'on a deux jours de congés.

Dans cette période où les luttes des travailleurs se raréfient, on sera souvent, par nécessité, amené à privilégier l'organisation sur le plan local. Quand on ne peut pas compter sur la mobilisation de son secteur d'activité sur le plan national, il faut pouvoir s'appuyer sur la solidarité des militants, adhérents et sympathisants appartenant aux

Argentine 1919
La semaine tragique

Lors de l'une des rencontres mensuelles du Centre international de recherche sur l'anarchisme (CIRA) de Lausanne, certains d'entre-nous ont eu l'occasion de visionner un bout d'une vidéo, sur la semaine tragique de janvier 1919 à Buenos Aires. Ce film inachevé, mélangeant fiction et documentaire, le tout en Espagnol, n'était pas vraiment facile à comprendre. Dans le but d'en savoir un petit peu plus sur cette histoire, j'ai mis le nez dans quelques livres et brochures sur le mouvement anarchiste en Argentine. Voici ce que j'ai découvert.

Ariane

L'anarchisme a pénétré en Argentine par le biais de la première internationale. Comme en Espagne ou dans le Jura suisse, c'est le courant anti-autoritaire qui s'implante. Le premier périodique qui fait connaître les idées bakouninistes *El Descamisado* commence à paraître en 1879. Dans les cinquante années qui vont suivre, le mouvement anarchiste va connaître, dans ce pays, un développement plus important que nulle part ailleurs dans le monde.

Dans les dernières décennies du siècle, nombreux sont les Européens qui fuient la misère, pour gagner le nouveau monde. L'Argentine est un pays d'immigration, et beaucoup d'Italiens et d'Espagnols vont y tenter leur chance. Parmi eux il y a des révolutionnaires, des anarchistes qui quittent leur pays pour des raisons politiques. Ces militants vont développer, pendant des années, une intense propagande libertaire. Pour ne donner qu'un nom, je citerai celui d'Errico Malatesta qui va vivre à Buenos Aires entre 1884 et 1889 et y éditer, dès 1885, *La Questione Sociale*, l'un des nombreux périodiques anarchistes de l'époque. Ils serait trop long de donner les titres de toutes ces publications, mais il faut signaler la création, en 1897, de *La Protesta Humana* un journal qui sera quotidien sous le titre *La Protesta* à partir de 1904. Au tournant du siècle, l'anarchisme a acquis une influence considérable dans la société argentine. Nombreux sont ceux qui s'en revendiquent dans les milieux intellectuels et littéraires.

PARMI LES OUVRIERS

Mais les militants libertaires sont en majorité des ouvriers et c'est surtout dans ce milieu-là qu'ils propagent leurs idées. Ils sont à l'initiative des premières sociétés ouvrières qui se constituent. En 1901, les organisations ouvrières se regroupent en une fédération. Celle-ci prend le nom de Fédération ouvrière argentine. En son sein les anarchistes dominent. En 1902, des éléments socialistes (marxistes) minoritaires qui n'arrivent pas à orienter cette organisation dans leur sens, la quittent pour constituer une éphémère Union générale des travailleurs (UGT), créant ainsi la première division du mouvement ouvrier argentin. En 1904, la fédération prend le nom de Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) et adopte des principes clairement libertaire.

Il est intéressant de noter que la FORA préfère se définir comme une organisation de résistance ouvrière, plutôt que comme une organisation syndicale. Le terme syndicalisme impliquant, pour ses militants, une neutralité idéologique qu'ils rejettent. Les membres de la FORA sont regroupés par profession ou par secteur d'activité. Ils privilégient les fédérations locales plutôt que les fédérations d'industries qui, bien que prévues par les statuts, sont rares. Seules existeront, sur le plan national, des fédérations de cheminots et de dockers.

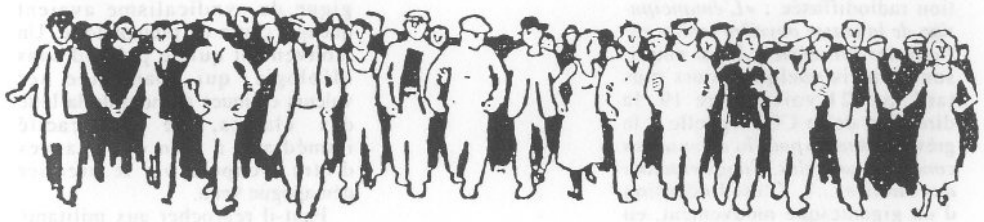
GREVES ET LUTTES

Au début du XXe siècle, les luttes visant à améliorer les conditions de vie des ouvriers se multiplient. La FORA est à l'origine de nombreuses grèves sectorielles et générales. Les grèves et les mobilisations les plus importantes se produisent durant les années 1901-1902, 1909-1910 et 1918-1923.

L'activité de la FORA ne se limite pas au monde du travail. En 1907, par exemple, elle est à l'origine d'une puissante grève des loyers. Les locataires grévistes, qui dans certains cas sont expulsés de leur logement sont soutenus par l'organisation ouvrière. Les conducteurs de chars prennent soin de leurs maigres biens et les accompagnent sur les places publiques où se forment des campements de protestation.

L'histoire du mouvement ouvrier argentin est sans doute l'une des plus glorieuse mais aussi l'une des plus tragique qui soit. Pour faire face à la montée des luttes, le pouvoir va adopter différentes stratégies de répression. Il y a d'abord la promulgation, en

peut-être pourquoi on connaît si mal son histoire. Quoi qu'il en soit, si l'on veut travailler à un renouveau de l'anarcho-syndicalisme, les élaborations des militants qui nous ont précédés constituent un matériel de réflexion utile, non pour en faire une orthodoxie — ce qui serait contraire à l'esprit de leurs auteurs — mais comme instruments critiques. ❑



"L'AFFRANCHI"
PERIODIQUE DES AMIES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

POUR TOUTES CORRESPONDANCES :

REFLEXIONS SOCIALES
CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 -OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT :
5 NUMEROS : 20 FRANCS SUISSES (80 FRANCS FRANCAIS)
PARAIT 3 FOIS PAR AN

VERSEMENT : ASSOCIATION REFLEXIONS SOCIALES
CCP 10-5082-6 LAUSANNE

différents secteurs d'activités de l'endroit où l'on vit. L'organisation anarcho-syndicaliste devrait viser à devenir un lieu où il se passe quelque chose, où l'on peut échanger des informations, nouer des liens, apprendre... En Suisse nous avons découvert que certains squatts à vocation culturelle ou sociale jouent un rôle approchant. Parfois un simple journal, qui relie des isolés, peut être le point de départ d'un réseau de solidarité. C'est ce que nous essayons de faire à notre petit niveau avec l'Affranchi.

DES IDÉES, DES PRATIQUES

Nos projets sont ambitieux, nos moyens sont limités. Le rapport de force est aujourd'hui très défavorable pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Nous ne connaissons pas de recette miracle. Dans ce contexte, il faut avant tout tenir. Il est inutile d'essayer d'occuper le même créneau que les syndicats officiels et autres, en faisant de la surenchère sur les revendications. Nous devons au contraire montrer notre différence, renforcer notre identité.

Avancer des revendications pour l'égalité, contre les hiérarchies salariales, intégrer les revendications des chômeurs, des précaires; aborder aussi des dimensions qui sont, à tort, laissées en marge du monde du travail comme l'écologie, l'anti-militarisme... est essentiel.

Il ne faut pas négliger les thèmes qui mettent en cause la gestion capitaliste, en particulier ce qui est en rapport avec la sécurité du travail, les risques de maladies et d'accidents professionnels, la qualité des produits et prestations que les travailleurs ne peuvent souvent pas assurer par la faute des exigences patronales de rentabilité, etc.

Les échanges d'information, d'expériences, de réflexions, sur le plan international peuvent nous renforcer. Nous avons l'AIT, ce peut être un atout si nous sommes capables d'échanger véritablement. Il ne faut pas hésiter à faire connaître les échecs, les difficultés. Ne pas hésiter à remettre en cause certaines certitudes, à casser certains mythes. Ils faut aussi nous dire que nous sommes parmi les seuls aujourd'hui à pratiquer de façon concrète la solidarité internationale, en particulier avec des militants et des travailleurs du Tiers-Monde.

En montrant que derrière toutes nos actions il y a un projet global, nous parviendrons peut-être à regrouper ceux qui partagent en gros ce projet, même si parfois ils n'y "croient" plus. Plus qu'à l'activisme, le moment est à la "revitalisation" des idées, à la réflexion, aux débats. Nous ne sommes pas maîtres de l'avenir, les explosions sociales sont très souvent imprévisibles. Nul ne sait exactement quand, ni comment, ni où, des dynamiques favorables peuvent émerger. Mais nous savons que la colère existe et qu'elle peut à tout moment se manifester. Nous travaillons donc aujourd'hui à donner du sens à ces révoltes potentielles. Même si cela ne peut se mesurer, c'est déjà considérable. ❑

Lausanne, le 26 mai 1993

MOUVEMENTS SOCIAUX ET SUBVENTIONS

LES BOURSES DU TRAVAIL

Naissance des Bourses du travail – Un appareil idéologique d'Etat à la fin du XIXe siècle. Tel est le titre, un brin provocateur, de la thèse de l'historien allemand Peter Schöttler (PUF 1985). L'emploi du concept «appareil idéologique d'Etat», emprunté philosophe marxiste Louis Althusser, peut paraître rébarbatif, cependant on aurait tors de s'arrêter à ça, car le livre de Schöttler est intéressant. Il offre un regard neuf, critique et documenté sur les organisations qui furent le berceau du syndicalisme révolutionnaire, et qui ont souvent été considérées comme l'expression achevée de la contre-société en marche.

Schöttler souligne le rôle déterminant joué par les Bourses du travail dans la naissance du mouvement syndical français. Il s'efforce de démontrer qu'elles «ont non seulement posé les bases du "syndicalisme révolutionnaire", mais aussi celle du syndicalisme réformiste, qui devint dominant au sein de la CGT à partir de 1909». Un autre mérite de Schöttler est de signaler que l'on a souvent sur-estimé l'influence des anarchistes sur les Bourses du travail naissantes. On a eu tendance à considérer qu'à son origine le syndicalisme français était révolutionnaire et anarchiste et qu'il se serait progressivement assagit. Une connaissance approfondie montre au contraire que réformistes, socialistes révolutionnaires et anarchistes se côtoyaient au sein des syndicats, à la fin du siècle dernier et que si, à un moment ou à un autre, les anarchistes ont dominé, ce ne fut que conjoncturellement durant de courtes périodes. En choisissant d'accorder son attention à la pratique effective, quotidienne, locale des Bourses plutôt qu'aux écrits révolutionnaires des militants connus (par exemple, ceux du secrétaire de leur Fédération : l'anarchiste Fernand Pelloutier) Schöttler met en lumière leur face cachée. Il insiste tout particulièrement sur le rôle des subventions municipales qui, si elles permirent au départ un développement rapide du mouvement des Bourses, furent aussi la source de ses limites et de son intégration.

Ariane

PRÉCISONS tout d'abord ce que l'on entendait par "Bourse du travail", en France, à la fin du siècle dernier. Il s'agissait d'un local ou d'un bâtiment mis à disposition des syndicats, par une municipalité, dans le but de favoriser le placement des travailleurs sans emploi. Dans la pratique les Bourses du travail informaient ceux qui recouraient à leurs services, du salaire usuel à exiger dans tel ou tel métier, soutenaient les travailleurs en grève, ou en tout cas refusaient de remplacer les gréviste, au contraire des bureaux de placement privés. Les différents syndicats y avaient leur bureau, on y faisait des réunions, des meetings, de la formation professionnelle, etc.

Les Bourses ne sont pas nées d'un projet libéral "perverti" par le mouvement ouvrier, comme le veut la tradition officielle. Au contraire elles furent dès le départ le résultat de revendications ouvrières. Pour les syndicats, il s'agissait de faire disparaître les rassemblements, sur certaines places publiques, où les patrons venaient chaque matin choisir, comme du bétail, les travailleurs dont ils avaient besoin. Il s'agissait aussi de lutter contre les bureaux de placement privés qui abusaient systématiquement du désarroi des chômeurs. Les organisations ouvrière avançaient aussi l'argument que, comme le capital, le travail devait avoir sa Bourse. Les travailleurs devaient pouvoir bénéficier d'une institution qui leur permette de fixer les prix de leurs prestations. Des exemples concrets nous permettront de comprendre les difficultés et les contradictions au travers desquelles émergèrent ces organisations.

LA BOURSE DE PARIS

LA première Bourse du travail, celle de Paris, naquit en 1886 dans un contexte de lutte de classes ouverte (manifestations de chômeurs, pillages de boulangeries, mouvements contre les bureaux de placements...), mais ce ne fut pas uniquement une victoire des ouvriers. Pour Gustave Mesureur, son principal promoteur au conseil municipal, il s'agissait surtout de faire une «œuvre de pacification sociale qui mettra fin à une agitation sociale qui ne peut que s'aggraver et compromettre la République». Au début, cette Bourse fut dominée par les socialistes réformistes de l'époque : les possibilistes réunis autour de Paul Brousse. Mais le développement de la combativité ouvrière, dans les années qui suivirent, allait radicalement changer la situation. La grande grève des terrassiers en 1888, que les possibilistes refusèrent de soutenir, tout comme le succès de la première manifestation du Premier mai 1890, dont ils s'étaient eux-mêmes exclu, leur firent perdre tout prestige au sein des syndicats. A ce moment-là,

ainsi que Luis Gay, le secrétaire général de la USA, vont passer dans son camp.

En 1945, le régime militaire s'essouffle. Il doit faire face à une opposition de gauche, qui lutte pour la démocratie, et aux organisations patronales qui lui reprochent sa politique en faveur des ouvriers. Contraint à démissionner, Perón déclare au cours d'une manifestation radiodiffusée : *«L'émancipation de la classe ouvrière repose sur l'ouvrier lui-même»*. Il est emprisonné, mais quelques jours plus tard, par 21 voix contre 19, la direction de la CGT appelle à la grève générale *«pour la défense des conquêtes sociales, l'augmentation des salaires...»*. C'est l'occasion d'un gigantesque mouvement, en bonne partie spontané, en faveur de Perón qui est libéré. Il se porte immédiatement candidat aux élections présidentielles prévues pour février 1946. Un parti "travailliste" composé de syndicalistes se constitue pour le soutenir. Il a face à lui une "Union démocratique" qui réunit la quasi totalité de la classe politique, des conservateurs aux communistes. C'est alors qu'un événement va favoriser l'irrésistible ascension de Perón.

En janvier 1946, les patrons refusent de payer aux ouvriers le treizième salaire adopté par un décret du secrétariat au travail. Ils reçoivent le soutien des communistes et des socialistes. La grève ouvrière qui se produit alors a, quant à elle, l'appui du gouvernement militaire encore en exercice ! La gauche a définitivement perdu sa crédibilité parmi les travailleurs. Avec un programme à la fois nationaliste et socialiste, Perón emporte les élections par 1'478'000 voix contre 1'212'300.

Début 1947, le parti travailliste se transforme en parti péroniste. Le syndicaliste Luis Gay qui s'oppose à ce changement est accusé d'intelligence avec l'ennemi et disparaît de la vie politique. Les syndicats sont progressivement purgés des vieux leaders syndicaux qui sont remplacés par des hommes de l'entourage de Perón. En 1950, la CGT intègre le parti péroniste et devient le pilier d'un régime de plus en plus autoritaire...

En guise de conclusion

En suivant pas à pas le triste destin du "syndicalisme révolutionnaire" argentin, on se dit que les mises en garde de la FORA à l'encontre de la neutralité idéologique du syndicalisme avaient quelque chose de prémonitoire. Un mouvement qui se prétend sans idéologie, qui abandonne ses valeurs éthiques au nom de la lutte des classes, de l'efficacité immédiate, a bien des chances d'être récupéré par le premier démagogue venu.

Faut-il reprocher aux militants de la FORA une trop grande raideur idéologique ? Peut-on dire que les compagnons argentins auraient dû agir autrement qu'ils ne l'on fait ? Nul ne peut réécrire l'Histoire.

La FORA, comme d'autres mouvements de résistance au capitalisme de la même période, s'est trouvé confrontée à des phénomènes adverses d'une telle ampleur, qu'elle a finalement été marginalisée. Parmi ces phénomènes on peut citer : l'expansion économique, la répression, les coups d'Etat militaires, l'immense espoir suscité par le mirage de l'URSS et peut-être surtout l'idéologie productiviste commune au marxisme, au libéralisme, au nationalisme...

Une règle non écrite veut que les "vaincus", les oubliés de l'Histoire, n'aient pas droit au chapitre. C'est pour cela peut-être que l'anarchisme ouvrier de la FORA est tellement méconnu. Certes l'Argentine n'a pas vécu, à la différence de l'Espagne, de bref été de l'anarchie. Cela dit, il faut relever que les mouvements qui s'en sont tenus aux principes du syndicalisme révolutionnaire sans être récupérés par le système, comme les Industrial Workers of the World (IWW) aux Etats-Unis, même s'ils sont plus connus, n'ont pas eu, dans leur pays, la même importance que la FORA. Le fait que l'Argentine soit un pays périphérique explique

mettre en rapport avec la répression (bien que celle-ci vise surtout les anarchistes et les communistes), il faut aussi souligner le rôle joué par l'Union ferroviaire (UF). Cette fédération de tendance "syndicaliste révolutionnaire", avait adhéré à la COA (socialiste) car la USA lui reprochait sa trop grande centralisation. Au moment de la constitution de la CGT, elle compte, avec ses 45'000 adhérants, probablement plus de membres que la USA et la COA réunies.

Pendant les premières années, la CGT est dominée par les anciens de la USA et les membres de l'UF, donc par la tendance "syndicaliste révolutionnaire". Elle adopte une attitude extrêmement modérée vis-a-vis de la dictature. Les dirigeants syndicaux fréquentent la junte militaire et en arrivent à appuyer explicitement sa politique en 1933. A partir de 1934, au sortir de la crise économique, l'Argentine connaît un renouveau des luttes ouvrières, mais celles-ci ne sont pas soutenues par la direction de plus en plus bureaucratique de la CGT.

A la fin de 1935, la lutte de tendances internes entre "syndicalistes" et socialistes va prendre un tournant assez inattendu. Renforcés par l'adhésion des communistes qui — suivant les consignes du Comintern en faveur du front populaire — rejoignent la CGT, les socialistes s'emparent tout d'abord de la tête de l'UF, puis délogent de leurs locaux, par la force, les dirigeants "syndicalistes révolutionnaires" de la CGT. Il y a alors deux CGT, mais celle dirigée par les "syndicalistes" est la plus faible. En 1937, ceux-ci tentent de ressusciter la USA, c'est l'échec. A l'image de la FORA, la USA apparaît alors comme un vestige du passé. Cependant, les attitudes caractéristiques développées les années précédentes par les "syndicalistes révolutionnaires" se perpétuent sous le verni socialiste de la nouvelle direction de la CGT. Les communistes et un certain nombres de socialistes émettent toujours les mêmes critiques qu'auparavant vis-à-vis de la nouvelle équipe dirigeante. Ils lui reprochent son apolitisme, ses relations avec le pouvoir, ses manœuvres bureaucratiques pour se maintenir à la tête de la CGT... Selon Hugo del Campo, *«il s'agissait de deux stratégies différentes qui ne répondaient pas seulement à des motivations idéologiques, mais aussi à des réalités objectives. Les grands syndicats des transports qui encadraient la majorité des travailleurs de leur secteur (...) pouvaient paralyser le pays. Pour obtenir leurs revendications, ils comptaient surtout sur leur propres forces. De plus leurs interlocuteurs n'étaient pas seulement les entreprises, mais aussi le gouvernement (...) plus l'image qu'ils présentaient était politiquement neutre, plus leur capacité de pression était importante (...). La majorité des autres syndicats ne réunissaient qu'une minorité des travailleurs de leur secteur (10% à 15% en moyenne) (...). Incapables d'obtenir leurs revendications par leurs propres forces, ils ne pouvaient espérer la solution de leurs problèmes que dans le cadre d'un changement politique global. C'est pourquoi, ils se sentaient attirés par l'idée du front populaire lancée par les communistes et qui comptait de nombreux partisans au sein du PS»*[16].

En 1943, ces divergences sont la cause d'une nouvelle scission. Une CGT n°2 dominée par les communistes se constitue, mais celle-ci est presque immédiatement interdite, suite au coup d'Etat du général Ramirez. C'est alors qu'un colonel du nom de Perón prend la tête du secrétariat au Travail mis en place par la junte militaire. Par une série de concessions à la classe ouvrière et d'habiles manœuvres (infiltration de la CGT...) Perón, qui se déclare partisan de la neutralité idéologique du syndicalisme, parvient petit à petit à gagner à sa cause une partie du mouvement ouvrier. L'un des premiers syndicats à lui être favorable est l'Union ferroviaire (UF) à la tête de laquelle il place un homme à lui : le colonel Mercante. Mais progressivement, un certain nombre de dirigeants de la CGT

[16] Hugo del Campo, op. cit. pp. 17-18.

une scission se produisit au sein du parti possibiliste, et une partie des militants fonda le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (dit allemaniste, du nom de son principal leader Jean Allemane). Tous ces événements favorisèrent le renversement des possibilistes et la mise en place d'une direction révolutionnaire (allemaniste et anarchiste) à la tête de cette Bourse. Celle-ci développa alors une importante campagne d'agitation. En riposte, les autorités décidèrent d'abord la suspension de la subvention municipale, puis la fermeture de la Bourse manu militari, par l'Etat, en juillet 1893.

Privés de locaux, les syndicats parisiens se retrouvèrent à la rue et sans le sou. Comme ils avaient bénéficié de subventions régulière, les cotisations syndicales avaient été déclarées "facultatives". Dans un premier temps cette nouvelle situation radicalisa le mouvement. C'est à cette époque que la Fédération des Bourses du travail, mise en place pour coordonner l'action des Bourses sur le plan national, prit son essor. Mais en dépit de ce développement global relativement favorable, les syndicats parisiens connurent un affaiblissement matériel indéniable et une perte de prestige. Ils tentèrent de mettre en place une Bourse indépendante, mais celle-ci périclita faute de moyens matériels suffisants. En 1895, Gustave Mesureur, devenu ministre du commerce, décréta la réouverture de la Bourse, à la condition que son administration ne soit plus confiée aux syndicats, mais au préfet et à la ville. Confrontés à la possibilité de réintégrer les magnifiques locaux de l'ancienne Bourse, les syndicats étaient divisés, mais finalement les considérations financières l'emportèrent et les nouvelles conditions imposées par l'Etat furent acceptées à la majorité.

AUTRES BOURSES, AUTRES PROBLEMES

L'EXPANSION des Bourses du travail doit être mise en rapport, sur le plan politique, avec le développement général du mouvement socialiste français à la fin du XIXe siècle. Dans de nombreuses villes ouvrières, des majorités radicales-socialistes, voire socialiste uniquement parvinrent à dominer les mairies. Elles purent ainsi mettre en route certaines mesures sociales communales, et distribuer des subventions aux organismes liés au mouvement ouvrier comme les coopératives ou les Bourses du travail. Le sort des différentes Bourses s'est trouvé directement lié aux rapports de force politiques, les situations varient donc d'une ville à l'autre et se modifient en fonction des élections municipales.

Pourtant, à de rares exceptions près, l'initiative de fonder une Bourse du travail partait toujours des syndicats qui s'étaient souvent déjà regroupés en union ou fédération locale et qui adressaient une demande officielle de subvention à la municipalité, en faisant état de leurs difficultés. Voici un exemple, cité par Schöttler, d'une demande couronnée de succès, datant de 1887 : «Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers municipaux, les Chambres syndicales et Groupes corporatifs de Nîmes ont l'honneur de vous exposer qu'ils se sont préoccupés depuis longtemps de la situation peu avantageuse dans laquelle ils se trouvent, faute d'un local suffisant pour pouvoir donner à leurs organisations le développement qu'elles comportent. La plupart des Chambres syndicales de la ville de Nîmes sont obligées de se réunir dans l'arrière-salle d'un café, ce qui est (...) peu digne pour des groupements sérieux. Le complément de l'organisation d'un syndicat ouvrier, tel que : salle de réunion, bibliothèque, cours professionnels, etc. ne peut trouver de place pour les associations professionnelles de notre ville, à cause justement de ce manque de locaux (...). Nous avons pensé que c'était au Conseil municipal qu'il appartenait d'aider les syndicats ouvriers...». Souvent dans ces demandes on faisait référence à l'existence d'autres Bourses pour convaincre les municipalités, car c'était elles en dernier ressort qui prenaient la

décision, et ceci non pour des raisons philanthropiques mais en fonction de considérations électorales.

L'importance des subsides consacrés aux Bourses variait aussi d'une localité à l'autre. Dans certaines grandes villes on engagea des sommes considérables pour construire des bâtiments neufs. Ailleurs on réhabilita des locaux appartenant à la municipalité. Certaines mairies furent très généreuses, d'autres fort pingres : «la Bourse de Valence, par exemple, n'eut

droit qu'à une seule pièce, une table et quatre chaises...» Outres cette subvention de départ, les Bourses bénéficiaient généralement d'une subvention annuelle qui permettait de financer leurs activités quotidiennes, ainsi que de subventions spéciales pour l'envoi de délégations à des congrès ouvriers, etc.

UNE SUBVENTION SPÉCIALE

UN exemple assez intéressant de subvention spéciale mérite d'être signalé : en 1899 la Fédération des Bourses décida de constituer à Paris un Office national ouvrier de statistique et de placement dont le but était «de dresser chaque semaine un panorama national du marché du travail, afin de pouvoir diriger les chômeurs vers les emplois vacants dans tout le pays». Cet office put voir le jour grâce a une subvention annuelle de 10'000 francs accordée par le ministre concerné qui n'était autre qu'Alexandre Millerand, le premier socialiste français à accéder au gouvernement. Millerand vit dans ce projet «la possibilité de renvoyer aussi rapidement que possible en province les masses ouvrières qui s'était concentrées à Paris pour les travaux de l'Exposition universelle de 1900 et qui pouvaient constituer un "danger" (...) une fois que Millerand eut atteint son objectif à court terme, la subvention fut, dans un premier temps diminuée de moitié puis complètement supprimée. Le projet du coup, n'était plus viable». Cette affaire montre à quel point certaines "bonnes intentions" de militants foncièrement honnêtes comme Fernand Pelloutier qui participait à ce projet pouvaient être instrumentalisées par le pouvoir. Comme le dit si bien Schöttler : «il serait (...) absurde de poser que la seule volonté de transformer la société suffit à prémunir contre l'intégration».

Par le mécanisme de la subvention, les mairies et préfectures pouvaient effectuer un contrôle sur l'activité des Bourses. Dans certains cas la somme allouée était librement gérée par les syndicats, mais dans d'autres les responsables devaient présenter des justificatifs faisant état de leurs dépenses. Sur ce point, un changement de majorité au niveau des mairies pouvait faire changer la situation du tout au tout.

CONTROLE POLICIER ET PACIFICATION SOCIALE

MAIS le droit de regard des autorités ne se bornait pas au contrôle des dépenses. Certaines conférences jugées trop politiques furent interdites, le soutien à certaines grèves contesté. Pour se faire obéir, les autorités menaçaient systématiquement de supprimer les subventions voire de fermer la Bourse. A Roanne, la Bourse fut fermée en 1895 à la suite d'une grève des tisserands. Pour accorder l'autorisation de réouverture qui n'eut lieu qu'en 1900, le préfet exigea que figure en toutes lettres dans les statuts «l'interdiction des discussions économiques à caractère général». D'autre part «les comités de grève ne pourraient plus à l'avenir siéger en permanence dans la Bourse, d'autres manifestations devraient être annoncées préalablement à la police».

Pour ne pas perdre de leurs moyens matériels et financiers, les Bourses évitaient généralement d'apparaître comme la "tête" des mouvements de grèves. Dans l'ensemble elles ne poussaient pas à l'intransigeance, jouant plutôt un rôle de médiateur. Schöttler a relever

lutionnaire : unité du mouvement ouvrier, action directe, apolitisme... Partant de l'idée que le capitalisme est condamné à disparaître *«en raison du développement progressif (...) de la classe ouvrière organisée»*, la USA fait sien le slogan *«tout le pouvoir aux syndicats»*[14].

Voici comment la FORA 5° redevenue FORA tout court décrit les participants à ce processus : *«une coalition formée de socialistes, de syndicalistes, de communistes et d'anarcho-bolchéviques, après une nouvelle campagne systématique pour s'approprier la Fédération ouvrière régionale argentine, a réalisé un prétendu congrès d'unification, durant lequel (...) ils ont a nouveau changé le nom de leur organisme, pour l'appeler Union syndicale argentine»*[15].

Faut-il adhérer à l'Internationale syndicale rouge ou à l'AIT ?

DES le départ, la USA est partagée entre la volonté d'unité affirmée dans les principes du syndicalisme révolutionnaire qu'elle adopte et les luttes intestines que se livrent, en son sein, les différents courants qui la composent. Les discussions sur l'adhésion à une internationale syndicale, en 1922, illustrent le problème. Certains de ses membres souhaitent alors voir la centrale adhérer à l'Internationale syndicale rouge (ISR) qui vient de se créer à Moscou, d'autres mènent campagne pour l'Association internationale des travailleurs (AIT) en voie de constitution à Berlin. La USA, qui a alors des contacts avec les deux organismes, décide d'organiser un référendum parmi ses adhérents pour savoir si elle doit se rendre au congrès de l'ISR ou à celui de l'AIT. Les résultats de ce vote, qui a lieu en octobre 1922, témoignent du rapport de force initial au sein de la USA. Soixante-neuf syndicats (17'557 cotisants) se déclarent opposés aux deux congrès. Vingt-trois syndicats (5617 cotisants) pour le congrès de Moscou. Cinq syndicats (1'502 cotisants) pour celui de Berlin et sept syndicats (1.071 cotisants) pour la participation aux deux congrès.

Au nom de l'unité du mouvement ouvrier argentin, la USA renonça donc à s'affilier à une internationale syndicale. Mais cette "unité" allait être de courte durée. En 1926, les militants socialistes, entravés par la règle qui interdit aux responsables syndicaux d'être candidats à des élections, quittent la USA pour fonder leur propre centrale : la Confédération ouvrière argentine (COA). En 1929, ce sont les communistes qui abandonnent le navire pour constituer leur syndicat : le Comité d'unité syndicale classiste.

A la fin des années '20, le mouvement syndical argentin se retrouve donc complètement divisé à partir des critères idéologiques auxquels le "syndicalisme révolutionnaire" prétendait résister. Pourtant cette idéologie ne va pas disparaître pour autant. Tout en restant présente au sein du mouvement syndical, elle va subir un certain nombre de mutations qui l'amèneront à jouer un rôle important dans la gestation du péronisme.

Le 6 septembre 1930, a lieu le coup d'Etat du général Uriburu. La FORA est interdite, ses locaux sont fermés, ses militants sont poursuivis, détenus, déportés et même dans certains cas fusillés. Dès lors, l'organisation ouvrière anarchiste va connaître un inexorable déclin. Par contre, le "syndicalisme révolutionnaire" va se maintenir au travers de différentes mutations que nous allons brièvement évoquer.

Du "syndicalisme révolutionnaire" au péronisme

AU lendemain coup d'Etat, le syndicat socialiste COA et la USA fusionnent pour constituer une nouvelle organisation appelée Confédération générale du travail (CGT) en référence à la CGT française. Si cette réunification est à

[14] Cité in Hugo del Campo, ibid. pp. 74-75

[15] Rapport de la FORA au congrès constitutif de l'AIT (1922), cité in Antonio López, op.cit. Tome 2, p. 169.

des dockers puis sur celui des cheminots qui constituent la véritable colonne vertébrale du "syndicalisme révolutionnaire" argentin. L'appui gouvernemental et le développement de ces fédérations d'industrie vont de pair.

Les "syndicalistes" se rapprochent du gouvernement

LE leader radical, qui n'avait gagné les élections que d'une courte majorité, comprit rapidement l'intérêt qu'il avait à se rapprocher du mouvement syndical. Tout vote pris à l'abstention ou au parti socialiste était pour lui bienvenu. Durant les premières années de son gouvernement, Yrigoyen joue un rôle médiateur dans les grèves des dockers et des cheminots, permettant l'obtention de considérables avantages pour les travailleurs de ces secteurs. «*Les syndicalistes, quant à eux, toujours flexibles et pragmatiques, ne tardèrent pas à laisser de côté leurs principes anti-étatiques quand ils virent que l'appui du gouvernement s'avérait décisif pour l'obtention de leurs revendications et cultivèrent assidûment l'amitié du président*»[13]. Aux avantages pour la branche d'activité devaient s'ajouter des acquis plus individuels, comme l'obtention d'emplois au sein de l'administration, pour certains syndicalistes...

Avec la semaine tragique de janvier 1919, l'entente entre la FORA 9° et le pouvoir va cependant se détériorer. Rappelons que ces événements ont débuté par le massacre des ouvriers grévistes d'une entreprise métallurgique de Buenos Aires (quatre morts et quarante blessés). Au départ, seule la FORA 5° (anarchiste) appelle à la grève générale, la FORA 9° se limitant, dans un premier temps, à des protestations verbales. Mais, devant l'ampleur de la mobilisation populaire, la FORA 9° se joint au mouvement et tente d'en prendre la tête... pour rapidement appeler les travailleurs à reprendre le travail. Alors que la FORA 5° tente de développer la potentialité révolutionnaire de la mobilisation — nous sommes au lendemain de la révolution russe et les espoirs des travailleurs sont immenses — les dirigeants de la FORA 9° s'efforcent de circonscrire le conflit autour des ateliers Vasena où le massacre initial s'était produit.

Encore une tentative d'unification

MALGRÉ la répression qui accompagne ces événements, l'Argentine connaît une importante combativité ouvrière au début des années '20. Une nouvelle tentative d'unification du mouvement ouvrier se produit alors. En janvier 1921, une délégation du conseil fédéral de la FORA 5° assiste au congrès de la FORA 9° où le principe d'une réunification des deux organisations est adopté. Un comité pour l'unité constitué par cinq représentants de chacune des deux FORA et cinq représentants de syndicats autonomes se met au travail. Mais rapidement les anarchistes auront l'occasion de mettre à l'épreuve la volonté unitaire des "syndicalistes". En avril et mai 1921, une importante grève revendicative éclate au sein de l'entreprise La Forestal, dans la province du Chaco, au nord du pays. La FORA 5° fait alors appel à la FORA 9° pour organiser un vaste mouvement de solidarité avec les grévistes, mais la FORA 9° tergiverse, fait attendre sa réponse jusqu'au moment où l'armée intervient et écrase le mouvement. D'autres manquements à la solidarité ouvrière aggraveront le rejet de l'unité chez les adhérents de la FORA 5°. En août 1921, un référendum interne à la FORA 5° enterre définitivement le projet de fusion.

De son côté la FORA 9° poursuit le processus avec des syndicats autonomes et quelques organisations ouvrières ayant appartenu à la FORA 5°. En 1922, ces éléments constituent une nouvelle centrale appelée Union syndicale argentine (USA) qui adopte, dans ses statuts, les principes du syndicalisme révo-

[13] Hugo del Campo, *El "sindicalismo revolucionario" (1905-1945)*, Centro Editor de America latina, Buenos Aires, 1986, pp. 13-14.

«qu'un certain nombre de Bourses étaient astreintes de manière quasi statutaire à engager des négociations» en cas de conflits du travail. Là encore s'affirme le rôle de "pacification sociale" que les autorités voulaient faire jouer aux Bourses.

Tout au long de son ouvrage, Schöttler montre à quel point les subventions furent à tout moment un enjeu de lutte. Il relève aussi que les syndicalistes devinrent progressivement conscients des contradictions engendrées par le "subventionnisme". Ils essayèrent d'y résister en exigeant des adhérents le paiement des cotisations, parfois même ils constituèrent des fonds de réserves pour parer à une éventuelle suppression de la subvention. La recherche de Schöttler s'arrête en 1902 au moment où les Bourses intègrent la CGT. Elle ne couvre donc pas la grande période du syndicalisme révolutionnaire. Toutefois, même durant cette période, le problème des subventions ne disparut jamais complètement. Certes le renforcement en nombre des syndicats et la radicalisation des luttes au début du siècle amenèrent de nombreux syndicalistes à dénoncer les effets des subventions. Le congrès d'Amiens, en 1906, se prononça contre le subventionnisme. Pourtant F. Marie, le secrétaire de l'union des syndicats de la Seine dénonçait encore, dans un article paru en 1911, les méfaits du subventionnisme qui «soutient le syndicalisme comme la corde soutient le pendu» (La vie ouvrière n°50). F. Marie met en lumière un certain nombre de cas de chantage à la subvention. Beaucoup de syndicats s'étaient vu couper les vivres à la suite à la grève générale du 1er mai 1906 ou pour cause de propagande anti-militariste, et ils avaient quand même survécu; cette constatation pousse l'auteur à dire que les syndicats vont désormais devenir tout-à-fait autonomes. Pourtant il signale un certain nombre de subsides récents et relève qu'à Lyon par exemple «le subventionnisme n'est pas encore mort».

Il est finalement secondaire de savoir jusqu'à quand et dans quelle proportion les Bourses du travail continuèrent à être subventionnées par les autorités. Ce qui est fondamental, c'est de relever que leur forme et les tâches qu'elles se sont données furent intimement liées à la dépendance financière qui était la leur au départ. Finalement «malgré leurs programmes (...) révolutionnaires, les Bourses du travail s'acquittèrent parfaitement des fonctions qui leur étaient imparties : placement, formation professionnelle, assistance aux chômeurs etc.» c'est-à-dire des tâches non couvertes par les services officiels à l'époque. Les Bourses ont donc joué un rôle innovateur et précurseur sur le plan de la politique sociale. Selon Schöttler la bourgeoisie n'entreprend pas, en général, de réformes par elle-même. Il lui faut un aiguillon extérieur, même pour prendre des mesures qui assurent à long terme sa propre survie. Les Bourses, avec le fil à la patte de la subvention qui les empêchait d'aller trop loin, ont pu jouer un rôle de soupape de sécurité dont le système avait besoin pour se maintenir. Elles le firent d'autant mieux qu'à côté de la tendance fédéraliste et révolutionnaire qui les caractérisait, il existait une autre idéologie, celle des "services publics" développée par les partisans de Paul Brousse. Selon eux, on ne pouvait arriver au socialisme que par une transformation progressive de toutes les institutions en "services publiques". Ils luttèrent d'ailleurs pour faire reconnaître juridiquement l'utilité publique des Bourses. Ils ne parvinrent pas à leur fin, mais cet élément "théorique" ne disparu jamais complètement du mouvement syndical.

L'ouvrage de Schöttler écorne sans doute quelques pages du glorieux passé du syndicalisme révolutionnaire, mais il aide aussi à comprendre pourquoi la majorité du mouvement ouvrier français versa si facilement dans l'union sacrée, lors du déclen-

chement de la guerre en 1914; et ceci malgré l'intense propagande antimilitariste s'était développée les années antérieures. Des discours à la pratique il y a souvent un abîme.

AUJOURD'HUI LES CENTRES "AUTONOMES"

CEPENDANT, là n'est pas le seul intérêt de ce livre. On pourrait, à notre avis, établir un parallèle, quelque peu hasardeux peut-être, entre les Bourses du travail à leur origine et certains centres "autonomes" ou "squatts" subventionnés qui se développent depuis quelques années en Suisse. A l'époque des Bourses, il s'agissait de favoriser le placement des chômeurs afin d'éviter les révoltes. Aujourd'hui, parce que les emplois deviennent de plus en plus rares, il s'agirait plutôt d'encadrer et d'occuper les non-travailleurs. Derrière les discours souvent assez contestataires de certains "autonomes" on retrouve aussi une demande de reconnaissance d'utilité sociale pour la prise en charge des marginaux ou le développement d'activités culturelles (musique...). Le but poursuivit est le même que celui des Bourses du travail au siècle dernier : obtenir des locaux, toucher des subventions.

N'y a-t-il pas là les premiers jalons d'une nouvelle "politique sociale" préventive ? Ne favorise-t-on pas la survie du système en revendiquant des subventions qui tôt ou tard permettront un contrôle sur les activités des centres en question ? Ces centres ne devront-ils pas accepter concessions sur concessions au gré des changements de majorité politique au sein des municipalités ?

Le refus des subventions est encore largement présent dans les squatts, mais on peut craindre que le renforcement de ceux qui demandent et obtiennent des subventions n'entraîne progressivement l'intégration du mouvement. Celui-ci ne risquerait-il pas alors de prendre progressivement la forme d'une "réforme sociale" adaptée aux nouveaux besoins du capitalisme ?

Les utopies concrètes, les expériences de vie réellement autogérées et indépendantes connaissent de nombreuses difficultés et sont souvent condamnées à l'échec à plus ou moins long terme, mais elles conservent des dimensions subversives que perdent rapidement les institutions subventionnées. Autant le savoir. ❑

défendre de l'exploitation capitaliste, ses organes sont d'efficaces véhicules pour la diffusion des idéaux anarchistes, mais les anarchistes ne peuvent oublier leur devoir de critique vis-à-vis de toutes les institutions...»[11] Cette critique s'appliquait aussi à la FORA, à laquelle ils refusaient d'attribuer un rôle dirigeant. Ils considéraient même que, durant les périodes révolutionnaires, l'organisation ouvrière pouvait être une entrave. Et que la spontanéité des opprimés, s'ils étaient porteurs des valeurs libertaires et aguerris par les luttes quotidiennes, était la meilleure garantie de succès.

Nous allons maintenant brièvement retracer les grandes lignes de l'évolution de ce "syndicalisme révolutionnaire" argentin auquel les militants ouvriers anarchistes de la FORA se sont tant opposés.

Le destin du "syndicalisme révolutionnaire" argentin

LES idées syndicalistes révolutionnaires ont été importées en Argentine par des intellectuels socialistes et c'est au sein du PS qu'elles ont tout d'abord été connues. Dès 1905, ce courant édite un périodique *La Acción socialista* et jette son dévolu sur la petite centrale syndicale du parti socialiste (PS) : l'Union générale des travailleurs (UGT). En 1906, le congrès du PS invite les "syndicalistes révolutionnaires" à quitter ses rangs. A ce moment-là, ils sont déjà parvenus à dominer les instances de l'UGT et, rejetant la voie parlementaire, ils se lancent à la conquête du mouvement ouvrier argentin. Pour cela, ils vont tenter de s'unifier à la FORA, qui est la centrale ouvrière majoritaire. Mais les différentes tentatives d'unification (1907, 1909, 1912) sont des échecs. Les militants de la FORA, attachés à la finalité communiste libertaire de leur organisation, opposent une fin de non recevoir à l'exigence de neutralité idéologique des "syndicalistes révolutionnaires".

Partant de leur volonté de voir la classe ouvrière argentine réunie au sein d'un seul syndicat idéologiquement neutre, les dirigeants de l'UGT vont, au cours de la deuxième décade du siècle, lancer une véritable OPA[12] sur la FORA. En 1909, ayant réussit à gagner à sa cause quelques syndicats indépendants, l'UGT change son nom pour celui de Confédération ouvrière de la région argentine (CORA). S'agissait-il d'une tentative de créer la confusion par la ressemblance des noms ? En tout cas, les statuts de la nouvelle centrale syndicale, par leur rejet des partis politiques et du parlementarisme, sont très semblables à ceux de la FORA.

En 1914, la CORA s'autodissout et ses adhérents intègrent les rangs de la FORA. Par ce stratagème, ils parviennent, un an plus tard, en 1915, à faire adopter le principe de neutralité idéologique par le 9ème congrès de la FORA. L'abandon de la finalité anarchiste ne fut pas acceptée par tous les militants et, en 1916, un certain nombre de syndicats décident de refuser les résolutions du 9ème congrès et de maintenir la déclaration en faveur du communisme libertaire adoptée lors du 5ème congrès de la FORA. A partir de ce moment-là et jusqu'en 1922, il y aura deux FORA : la FORA 5° appelée aussi FORA "communiste" qui regroupe les organisations ouvrières se réclamant du communisme libertaire et la FORA 9° ou FORA "syndicaliste" favorable à la neutralité idéologique.

En fait de neutralité, celle-ci allait rapidement être jetée aux orties. Les dirigeants de la FORA 9° vont en effet se rapprocher du nouveau gouvernement radical de Yrigoyen qui accède au pouvoir en 1916.

Cette évolution de la FORA 9° ne se fera pas sans provoquer de mécontentements parmi les travailleurs organisés, et beaucoup d'entre-eux rejoindront les rangs de la FORA 5°; pourtant les contacts que la centrale "syndicaliste" va nouer avec le pouvoir contribueront à son développement. Le pouvoir va surtout s'appuyer sur le syndicat

[11] Mémoire présenté au Congrès de l'AIT, publié à Buenos Aires en 1924, cité in Antonio López, op. cit. Tome 2, p. 173.

[12] Offre publique d'achat : stratégie boursière visant a acquérir la majorité des actions d'une société afin d'en prendre la direction. Le terme est utilisé ici au sens figuré.

CGT, les révolutionnaires du bureau confédéral, parmi lesquels il y a un certain nombre d'anarchistes[7], s'assurent du soutien du courant réformiste qui veut limiter le rôle du syndicat aux questions purement professionnelles. Ainsi, les syndicalistes révolutionnaires barrent la route aux socialistes favorables à un rapprochement entre la CGT et le parti socialiste SFIO.

A son origine, le syndicalisme révolutionnaire ou "syndicalisme neutre" ne constitue pas une véritable doctrine. Il est le résultat de l'action quotidienne d'un groupe de militants syndicaux. Par la suite, il va être théorisé par des intellectuels se revendiquant du marxisme, dont le plus connu est sans contexte Georges Sorel. Contrairement aux militants que l'on trouve à la tête de la CGT française jusqu'en 1909, Sorel ne considère pas la grève générale comme un projet réaliste. Pour lui c'est un mythe, mais un mythe utile puisqu'il a la capacité de mobiliser les travailleurs. Sorel a retenu du marxisme l'idée que ce sont les conflits, la violence, la lutte des classes... qui sont la source des changements, qui font avancer l'Histoire. Pour Sorel et ses disciples, l'évolution parlementaire du socialisme, l'idée de conquête du pouvoir par les urnes est contraire aux enseignements de Marx. Dans la première décade de ce siècle, ils voient dans le syndicalisme la planche de salut du marxisme[8]. Il se trouve qu'en Argentine, comme dans d'autres pays, ce sont les idées de ces théoriciens, plutôt que celles développées par les militants ouvriers français de la CGT, qui se sont propagées sous l'appellation de "syndicalisme révolutionnaire" et c'est à ces idées-là que les militants de la FORA vont s'opposer.

Les anarchistes argentins observent à juste titre que *«les "syndicalistes neutres", en rejetant tout compromis avec ce qu'ils appellent "les dogmes", admettent la conception fataliste du marxisme : ils confient au développement industriel des nations et à la prédominance toujours plus envahissante du capitalisme la tâche de créer, chez les peuples et chez les individus, les aptitudes nécessaires pour préparer et réaliser la révolution»*[9]. Or les militants de la FORA ne croient pas à l'idée suivant laquelle le développement du capitaliste produit en son sein sa propre contradiction. Pour eux la révolution ne coïncide pas avec l'aboutissement du processus capitaliste. Au contraire, le prolétariat *«doit être une muraille qui arrête l'expansion de l'impérialisme industriel. C'est seulement ainsi, en créant des valeurs éthiques capables de développer, dans le prolétariat, la compréhension des problèmes sociaux indépendamment de la civilisation bourgeoise, que l'on arrivera à constituer les bases indestructibles de la révolution anticapitaliste et antimarxiste : la révolution qui détruise le régime de la grande industrie et des trusts financiers, industriels et commerciaux...»*[10].

Au lieu de confier à une force extérieure la tâche de transformer le monde, les militants de la FORA comptent donc avant tout sur la force de leurs idées, ainsi que sur la combativité et la créativité du prolétariat conscient.

Dans le même esprit, la FORA refuse le postulat suivant lequel le syndicat constituerait l'embryon de la société future, l'idée de remplacer le pouvoir de l'État par celui du syndicat allant à l'encontre de ses principes antiautoritaires. Ses militants sont partisans de la libre association des producteurs et de la libre fédération des associations de producteurs et de consommateurs. Pour eux, le syndicalisme est le produit du système capitaliste et doit disparaître avec lui.

Les militants de la FORA avaient choisi de construire une organisation ouvrière, mais ils ne l'idéalisaient pas. Pour eux le syndicalisme n'était qu'un moyen, *«une arme d'urgence qui ne contient pas d'autres promesses d'avenir que celles que peuvent lui donner les hommes qui s'en servent. Outre les services qu'ils rendent aux travailleurs pour se*

[7] Pour plus d'informations sur les anarchistes et la charte d'Amiens consulter Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tome 1, Tel Gallimard, p. 318 et suivantes.

[8] Lorsque la CGT devint progressivement réformiste, les soréliens se rapprochèrent l'Action française avec l'espoir de faire sortir la bourgeoisie de sa lâcheté et donner un nouveau souffle à la lutte des classes. A la fin de sa vie, Sorel se déclara admirateur de Lénine et de la révolution russe, mais nombre de ses disciples – à l'image d'Humbert Lagardelle qui fut ministre du travail sous Pétain – évoluèrent vers le fascisme.

[9] Emilio López Arango, Diego Abad de Santillán, op. cit., p. 49

[10] Ibid, p. 118.

Anarchisme ouvrier contre "syndicalisme révolutionnaire"

Un combat de la Fédération ouvrière régionale argentine

par Ariane

AU sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT), comme dans le mouvement libertaire en général, il existe un certain flou artistique concernant la définition même de ce que nous sommes. Anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires... voici des adjectifs par lesquels nous nous définissons volontiers et qui nous semblent synonymes. Pourtant, dans la bouche des uns ou des autres, ces mots n'ont souvent pas le même sens. En fait, derrière ces différentes appellations se cachent des divergences, des ambiguïtés qui accompagnent notre Internationale depuis son origine et qu'il faudra sans doute résoudre un jour. Le texte qui suit tente de restituer un aspect de ce débat, tel qu'il s'est présenté en Argentine, entre 1900 et 1930.

COMME nous l'avons déjà signalé dans un précédent article *(Argentine 1919 — La semaine tragique, in : l'Affranchi n°7)* les anarchistes sont à l'origine du mouvement ouvrier argentin. Jusqu'en 1910, ils sont pratiquement hégémoniques en son sein. Mais affaiblis par la terrible répression consécutive aux protestations ouvrières qui ont lieu lors de la commémoration du centenaire de l'Etat argentin, ils perdent progressivement leur prééminence. Jusqu'à la dictature du général Uriburu en 1930, les anarchistes ont encore une grande influence dans la classe ouvrière argentine, mais ils sont confrontés à d'autres idéologies dont la plus importante est celle du syndicalisme révolutionnaire. Leur organisation, la Fédération ouvrière régionale argentine (FORA) adhère à l'Association internationale des travailleurs (AIT) dès sa constitution en 1922. Pourtant, la FORA rejette les principes du syndicalisme révolutionnaire qui figurent dans les statuts de l'AIT. Les réflexions critiques, surtout lorsqu'elles proviennent de compagnons qui n'ont jamais failli à leur devoir de solidarité internationale, constituent un patrimoine historique qui mérite d'être partagé. C'est pourquoi, dans la première partie du présent article, nous allons tenter d'expliquer en quoi le "forisme", ou anarchisme ouvrier, diverge des traditions anarchistes européennes. Ensuite, nous présenterons brièvement le destin du "syndicalisme révolutionnaire"[1] argentin, courant auquel les militants de la FORA se sont opposés pendant des années. Cette confrontation, aussi bien idéologique que concrète, permettant de comprendre pourquoi la FORA a dû élaborer sa propre doctrine.

[1] Comme nous allons l'expliquer plus loin, le "syndicalisme révolutionnaire" qui s'est développé en Argentine constitue une interprétation discutable de cette doctrine, c'est pourquoi nous utilisons des guillemets. Il n'y en a pas quand nous parlons du syndicalisme révolutionnaire en général.

Une organisation ouvrière anarchiste

LA FORA ne se définissait pas comme une organisation syndicale, mais comme une organisation ouvrière anarchiste. Les organisations qu'elle regroupait portaient très rarement le nom de syndicat. Elles s'appelaient par exemple : Société de résistance des domestiques; Union des ouvriers boulangers... Leur principale activité était la lutte des travailleurs, la résistance quotidienne à l'exploitation, mais elles diffusaient aussi l'idéal anarchiste parmi les ouvriers. En se sens, la FORA se sépare de toute une tradition du mouvement libertaire qui, à la suite de Malatesta, veut absolument différencier les organisations syndicales, des groupes spécifiques anarchistes.

En 1907, au congrès anarchiste d'Amsterdam, Malatesta déclare par exemple : *«Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats*

social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même. Je ne veux pas même de syndicats dits rouges, parce que je ne veux pas de syndicats dits jaunes. Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinion, des syndicats absolument neutres»[2]. A cela les militants de la FORA répliquent : *«En réalité, il n'existe dans aucun pays de tels syndicats, ouverts à tous les ouvriers de toutes les tendances; même s'ils se proclament politiquement neutres, ils n'en sont pas moins inféodés à un parti ou à un système d'idées ou de tactiques prédominantes (...) et l'on ne permet pas non plus aux anarchistes de faire de la propagande pour leurs idées dans le mouvement syndical lié à d'autres tendances, qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires»*[3].

Par ailleurs, les militants de la FORA ne sont pas favorables aux groupes anarchistes à caractère philosophique qui se limitent à faire de la propagande. Ils n'en conçoivent l'existence que lorsque, pour une raison ou pour une autre, il s'avère impossible de militer dans le mouvement social. Leur position repose sur un constat : là où l'anarchisme a été essentiellement porté par des philosophes, fussent-ils de la taille d'un Kropotkine, ou par d'ardents propagandistes comme Emma Goldman ou Johann Most, c'est-à-dire en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis, il ne s'est pas beaucoup développé. Par contre, l'Espagne et l'Argentine, qui comptent bien peu de théoriciens anarchistes, connaissent un mouvement puissant. La FORA en conclut que l'anarchisme se propage mal du haut vers le bas, des intellectuels vers le peuple et qu'il est préférable de le diffuser directement au sein du prolétariat, parce qu'il correspond à ses aspirations latentes. *«Pour nous, l'anarchisme n'est pas une découverte de laboratoire, ni le fruit de penseurs géniaux, mais un mouvement spontané des opprimés et exploités qui sont arrivés à la compréhension (...) de la nocivité du privilège et de l'inutilité de l'Etat, et qui veulent lutter pour un ordre social qui assure à l'homme son libre développement. La philosophie coopère à la concrétisation et à la définition de ces aspirations latentes chez les masses rebelles, mais elle n'a pas le droit de s'approprier les conceptions de l'anarchisme...»*[4].

La tâche des anarchistes consiste donc à éveiller, à la base, des tendances qui existent déjà chez les exploités. Car si les militants libertaires *«renoncent à la possibilité d'agir dans le monde du travail comme force autonome, en se contentant de monopoliser le mouvement anarchiste dans de petits groupes de propagande, [leur] avenir n'a rien de prometteur»*[5]. Pour la FORA, l'élaboration théorique et la résistance ouvrière sont inséparables.

Même si certains de ses membres participaient, par ailleurs, à des groupes anarchistes (athénées, groupes antimilitaristes...) la FORA a toujours rejeté les groupes spécifiques, conçus comme des mouvements idéologiques organisés. En ce sens le modèle d'organisation "global" ou "intégral" qui est le sien diffère de celui adopté en Espagne dès 1927. Voici comment l'argentin Jorge Solomonoff voit cette divergence : *«Pour résoudre le problème de la distance qui existe entre les formulations idéologiques plus ou moins élaborées et les motivations qui entraînent l'action revendicative des masses ouvrières, on rencontre historiquement deux types de solutions : celle qui maintient organiquement séparées les fonctions idéologiques et politiques de l'anarchisme de celles strictement corporatives, dont l'exemple le plus durable est celui de la relation entre la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Confédération nationale du travail (CNT) espagnole. L'autre position est celle qui soutient que l'élaboration idéologique et l'action syndicale constituent un tout inséparable et que l'organisation spécifique des anarchistes, hors du mouvement ouvrier, impliquerait entre eux, l'établissement de relations autoritaires et aristocratiques, reproduisant les problèmes propres aux relations conflictuelles qui existent entre les partis politiques et les syndicats. L'exemple le plus achevé de cette "fusion" entre l'organisation syndicale et une idéologie "externe" est celui de la FORA, surtout à partir de 1905. Même si cette position n'était pas partagée par la totalité des anarchistes, elle fût assez forte pour empêcher l'apparition d'une organisation politique anarchiste en Argentine, pendant la période qui nous occupe»*[6] L'ouvrage de Solomonoff va jusqu'à la première guerre mondiale. Par la suite, des organisations spécifiques anarchistes sont apparues : l'Alliance libertaire argentine dans les années '20 et la Fédération anarcho-communiste argentine dans les années '30 (aujourd'hui Fédération libertaire argentine). Elles furent toutes deux combattues par la FORA. Voyons maintenant la position de la FORA vis-a-vis du syndicalisme révolutionnaire.

[2] *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907*, Paris, La Publication sociale, 1908, p. 79.

[3] Emilio López Arango, Diego Abad de Santillán, *El anarquismo en el movimiento obrero*, Ediciones Cosmos, Barcelone, 1925, p. 164.

[4] Ibid. p. 106.

[5] Ibid. p. 162.

[6] Jorge N. Solomonoff, *Ideologías del movimiento obrero y conflicto social*, Editorial Proyección, Buenos Aires, 1971, p. 194. Cité in Antonio López, *La FORA en el movimiento obrero*, Centro Editor de America latina, Buenos Aires, 1987, Tome 1, pp. 69-70.

Entre anarchisme et marxisme : le syndicalisme révolutionnaire

Le syndicalisme révolutionnaire est né à la fin du siècle dernier, en réaction à la dérive parlementaire et réformiste de la sociale-démocratie. Suivant ses principes, l'organisation syndicale constitue l'organisation révolutionnaire par excellence et le syndicalisme se suffit à lui-même. Les syndicalistes révolutionnaires partent de l'idée que les luttes ouvrières constituent un exercice, une "gymnastique" qui prépare la grève générale révolutionnaire. Au cours de celle-ci, les travailleurs sont censés bloquer les points névralgiques du système (transports, communications...), s'approprier des outils de production et remettre en marche l'économie. Les organisations syndicales constituant la base de la nouvelle société.

Conçu au départ par des militants ouvriers français, dont un certain nombre d'anarchistes (Pouget, Pelloutier...), le syndicalisme révolutionnaire devient, avec la charte d'Amiens adoptée 1906, la doctrine officielle de la CGT française. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler le contenu de cette charte : *«La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat (...). Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir le groupement de production et de répartition base de cette réorganisation sociale; (...) le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors (...) les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale»*. L'insistance avec laquelle la charte d'Amiens souligne la neutralité idéologique du syndicat est à mettre en rapport avec la situation particulière dans laquelle se trouve la CGT en 1906. Sans trop entrer dans les détails, signalons qu'il y a en son sein des militants de différentes tendances politiques. En renonçant à faire de la propagande partisane dans la